

APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIE SUR OFFRE DE PRIX

N° 09/2024

Cahier des Prescriptions Spéciales

**ACHAT DE FOURNITURES POUR MATERIEL INFORMATIQUE
POUR LE COMPTE DE L'INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITE,
DE LA PREVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION
(INPPLC), en lot unique.**

*Passé en application des dispositions du point 1 du paragraphe 1 de l'article 19 et au paragraphe 1 et alinéa b du
paragraphe 3 de l'article 20 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC tel qu'il a été
modifié et complété.*

PRÉAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Marché passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix (séance publique) en application des dispositions du point 1 du paragraphe 1 de l'article 19 et au paragraphe 1 et alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC, tel qu'il a été modifié et complété.

Entre

L'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC), représentée par Monsieur Mohammed Bachir RACHDI en sa qualité de Président. Désigné ci-après par le terme « L'INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITE DE LA PREVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION » ou « INPPLC » ou « Maître d'ouvrage » ou « MO ».

D'UNE PART

ET

1. Cas d'une personne morale :

Monsieur/Madamequalité.....
Agissant au nom et pour le compte de.....(Raison sociale et forme juridique)
en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.
Au capital social Taxe professionnelle n°
Registre de commerce deSous le n°.....
Identifiant fiscal :
Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
Titulaire du compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres).....
Ouvert auprès de
Désigné ci-après par le terme « PRESTATAIRE »

D'AUTRE PART

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIV

2. Cas de personne physique

M.....Agissant en son nom et pour son propre compte.
Registre de commerce desous le n°.....
Patente n° Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres).....
Ouvert auprès de.....
Désigné ci-après par le terme « TITULAIRE»

D'AUTRE PART

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIV

3. Cas d'un groupement :

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention(les références de la convention) :

- Membre 1:

M. qualité Agissant au nom et pour le compte de
en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.
Au capital social
N° de patente
Registre de commerce desous le n°.....

Affilié à la C.N.S.S sous le n°
 Faisant élection de domicile au
 Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions)
 Ouvert auprès de
 - **Membre 2:** (Servir les renseignements le concernant)
 -
 -

- **Membre n :**
 Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement)
 Ayant M (prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du
 groupement et coordinateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous
 n° (RIB sur 24 positions)
 Ouvert auprès
 Désigné ci-après par le terme « TITULAIRE »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

4. Cas d'un auto-entrepreneur

Auto-entrepreneur: M :
qualité
 Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont
 conférés.
 Au capital social
 CNIE:.....
 Taxe professionnelle n°
 N° d'inscription au Registre national de l'auto-entrepreneur (ICE).....
 Affilié à la CNSS sous n°
 Faisant élection de domicile au
 Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres).....
 ouvert auprès de
 Désigné ci-après par le terme « TITULAIRE»

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

5. Cas d'une coopérative ou union de coopératives

La société représentée par M : qualité
 Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.
 Au capital social Patente n°
 Registre de local des coopératives Sous le n°
 Affilié à la CNSS sous n°
 Faisant élection de domicile au
 Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres).....
 ouvert auprès de
 Désigné ci-après par le terme « TITULAIRE»

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

Sommaire

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	5
ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 3 : LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE.....	5
ARTICLE 5: REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE	5
ARTICLE 6 : PIÈCES MISES A LA DISPOSITION DU TITULAIRE	6
ARTICLE 7 : VALIDITÉ ET DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE.....	6
ARTICLE 8 : ÉLECTION DU DOMICILE DU TITULAIRE	7
ARTICLE 9 : NANTISSEMENT	7
ARTICLE 10 : DROITS D'ENREGISTREMENT.....	7
ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE	8
ARTICLE 12 : DÉLAI D'EXECUTION.....	8
ARTICLE 13 : NATURE DES PRIX.....	8
ARTICLE 14 : CARACTERE DES PRIX.....	8
ARTICLE 15 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE, CAUTIONNEMENT DEFINITIF ET RETENUE DE GARANTIE	8
ARTICLE 16 : MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON	9
ARTICLE 17 : ASSURANCE - RESPONSABILITE	10
ARTICLE 18 : SECRET PROFESSIONNEL	10
ARTICLE 19 : MODALITES DE REGLEMENT	10
ARTICLE 20 : RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE.....	10
ARTICLE 21 : PENALITES POUR RETARD	11
ARTICLE 22 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE	11
ARTICLE 23 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC	11
ARTICLE 24 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION	12
ARTICLE 25 : RESILIATION DU MARCHÉ	12
ARTICLE 26 : CAS DE FORCE MAJEURE	12
ARTICLE 27 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	12
ARTICLE 28 : DESCRIPTIFS DES FOURNITURES.....	13

CHAPITRE I : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres a pour objet : Achat de fournitures pour matériel informatique pour le compte de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre La Corruption (INPPLC), en lot unique.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations à réaliser au titre du présent appel d'offres consistent en ce qui suit :

Achat de fournitures pour matériel informatique pour le compte de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre La Corruption (INPPLC).

La consistance détaillée et les descriptions techniques des fournitures sont ceux détaillées au niveau du chapitre II du présent CPS.

ARTICLE 3 : LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

L'exécution des prestations se déroulera dans les bureaux du siège de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC) se trouvant à Avenue Annakhil, Immeuble High-Tech, Hall B, 4^{ème} et 3^{ème} étage, Hay Riad- Rabat.

ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents constitutifs du marché qui résultera du présent appel d'offres sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS);
3. Le bordereau du prix-détail estimatif ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés travaux exécutés pour le compte de l'Etat (CCAG-T) approuvé par le décret n° 2-14-394 du 6 chaâbane 1437 (13 mai 2016).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière telle que décrite par l'article 30 du règlement des marchés de l'INPPLC, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 5: REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ

Le titulaire du marché est soumis aux textes généraux suivants :

- Le Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption, tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Le dahir n°1-56-211 du 11 Décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics ;

- Le dahir n° 1-03-194 du 14 rajebl 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n° 65-99 relative au code du travail ;
- Le décret n° 2-16-344 du 17 Chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques, tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le décret 2-14-394 du 13 Mai 2016 approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux pour le compte de l'Etat ;
- Le décret Royal n°330/66 du 10 Moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le décret n° 2-07-1235 du 05 Kaâda 1429 (04 novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'Etat tel qu'il a été modifié et complété ;
- L'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics ;
- L'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 1495.19 du 27 chaabane 1440 (3 mai 2019) relatif au dépôt électronique des factures et autres documents nécessaires à l'attestation du service fait ainsi que les échanges y afférents.

Tous les textes réglementaires complétant et modifiant les textes précités.

Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 6 : PIÈCES MISES A LA DISPOSITION DU TITULAIRE

Après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au titulaire, contre décharge de ce dernier, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du CPS et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché, désignées à l'article 4 précité du présent CPS, à l'exception du CCAG-T.

Ces documents ne peuvent être délivrés qu'après constitution du cautionnement définitif, et ce conformément à l'article 13 du CCAG-T.

ARTICLE 7 : VALIDITÉ ET DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

Conformément aux dispositions de l'article 142 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC, le marché résultant du présent appel d'offres, ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement des prestations, objet du marché résultant du présent appel d'offres.

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

L'approbation du marché ne doit être apposée qu'après expiration d'un délai de cinq (5) jours à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

ARTICLE 8 : ÉLECTION DU DOMICILE DU TITULAIRE

En application de l'article 20 du C.C.A.G-T, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valablement faites au domicile élu ou au siège social du titulaire mentionné dans l'acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le prestataire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 9 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du marché issu de cet appel d'offres, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

1- La liquidation des sommes dues en exécution du présent marché sera opérée par **Monsieur le Président de l'Instance Nationale de la Probité de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption**.

2- Le fonctionnaire, chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemements ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 8 du dahir N° 1-15-05 du rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi N° 112-13, est le **Président de l'INPPLC**.

3- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous la responsabilité du maître d'ouvrage.

4- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.

5- Les paiements prévus au marché seront effectués par **l'agent comptable auprès de l'INPPLC**, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.

6- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

Le titulaire est tenu d'accomplir les formalités d'enregistrement de l'exemplaire unique conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 : DROITS D'ENREGISTREMENT

Le titulaire du marché devra supporter les frais d'enregistrement du marché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE

Toutes les prestations du présent appel d'offres constituent le corps d'état principal et ne peuvent faire l'objet de sous-traitance.

ARTICLE 12 : DÉLAI D'EXECUTION

Le titulaire devra exécuter les prestations objet du présent appel d'offres dans un délai de vingt jours (20) jours.

Le délai de livraison court à partir de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement d'exécution des prestations objet du marché découlant du présent appel d'offres.

ARTICLE 13 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix détail estimatif joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire de services une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

ARTICLE 14 : CARACTERE DES PRIX

Le présent marché est passé à prix fermes et non révisables.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

ARTICLE 15 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE, CAUTIONNEMENT DEFINITIF ET RETENUE DE GARANTIE

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **Cinq mille cinq cent trente Dirhams (5.530,00 DHS).**

Le montant du **cautionnement définitif** est fixé à trois pour cent (3 %) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur.

Le cautionnement définitif devra être constitué dans les vingt (20) jours qui suivent la date de la notification de l'approbation du marché.

Si Le titulaire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 20 jours à compter de la date de la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'Etat.

Le cautionnement définitif ou la caution qui le remplace sera restitué à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dès la signature du procès-verbal de la réception définitive du marché.

La retenue de garantie : Aucune retenue de garantie ne sera prélevée.

ARTICLE 16 : MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON

❖ Modalités de livraison

La livraison des fournitures objet du présent appel d'offres devra être réalisée par les moyens propres du titulaire du marché et sous sa responsabilité aux locaux de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption, sise à Avenue Annakhil, Immeuble High-Tech, Hall B, 3ème étage, Hay Ryad Rabat. Il supporte les conséquences de toute perte, avarie ou retard dû au transport jusqu'au lieu d'installation désigné par le Maître d'ouvrage.

Les fournitures livrées doivent être accompagnées d'un bulletin de livraison établi en trois exemplaires.

Ce bulletin doit indiquer :

1. La date de livraison ;
2. La référence au marché ;
3. L'identification du titulaire du marché ;
4. L'identification des fournitures livrées (n° du marché, n° de l'article, désignation et caractéristique des fournitures, quantités livrées...etc.).

La livraison des fournitures informatiques sera constatée par la signature du représentant du maître d'ouvrage et le titulaire du marché du bon de livraison.

Toute livraison de fournitures doit s'effectuer pendant les jours ouvrables et en dehors des jours fériés.

Avant toute livraison de fournitures, le titulaire du marché doit faire parvenir un préavis d'au moins trois (3) jours au maître d'ouvrage.

❖ Conditions de livraison

La livraison des fournitures s'effectue à l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption, sise à Avenue Annakhil, Immeuble High-Tech, Hall B, 3ème étage, Hay Ryad Rabat, en présence des représentants du maître d'ouvrage et du titulaire du marché.

Lorsque des contrôles préliminaires laissent apparaître des discordances entre les fournitures indiquées dans le marché et celles effectivement livrées, la livraison est refusée par le maître d'ouvrage et le titulaire est saisi immédiatement, par écrit, pour procéder aux modifications nécessaires à la correction des anomalies constatées, ou, le cas échéant, pourvoir au remplacement des fournitures non-conformes.

Le retard engendré par le remplacement ou la correction des fournitures jugées non conformes par le maître d'ouvrage sera imputable au titulaire du marché et la non réception par le maître d'ouvrage ne justifie pas, par lui-même, l'octroi d'une prolongation du délai contractuel.

Après correction des défauts et anomalies constatés, ou remplacement des fournitures refusées, le maître d'ouvrage procède à nouveau aux mêmes opérations de vérification et de contrôle.

Le titulaire doit livrer des fournitures d'origine et non pas des REMPLACEMENT ou COMPATIBLE ou ADAPTABLES.

Les fournitures informatiques doivent être emballées dans leur boîte d'origine, ayant un code de sécurité ainsi qu'une date d'expiration minimale d'une année à compter de la date de livraison.

Les emballages doivent porter à un endroit visible la marque du fournisseur et les références d'identification des articles ainsi que les éléments prouvant que les toners d'impression sont d'origine.

Aucun remplacement par une autre référence de toner ne sera accepté dans le cadre du présent appel d'offres.

ARTICLE 17 : ASSURANCE - RESPONSABILITE

Conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-applicable aux marchés des travaux, avant tout commencement de l'exécution du marché, le titulaire doit adresser au maître d'ouvrage, une ou plusieurs attestations délivrées par un ou plusieurs établissements agréés à cet effet justifiant la souscription d'une ou de plusieurs polices d'assurances pour couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et précisant leurs dates de validité.

Le titulaire est tenu de renouveler les assurances prévues ci-dessus de manière à ce que la période d'exécution des prestations soit constamment couverte par lesdites assurances.

ARTICLE 18 : SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant toute la durée du marché et après son achèvement sur les renseignements et documents recueillis ou portés à leur connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Sans autorisation préalable de l'Instance, ils ne peuvent communiquer à des tiers la teneur de ces renseignements et documents. De plus, ils ne peuvent faire un usage préjudiciable à l'Instance des renseignements qui leur sont fournis pour accomplir leur mission.

ARTICLE 19 : MODALITES DE REGLEMENT

Pour l'établissement du décompte, le titulaire du marché est tenu de procéder au dépôt de la facture, obligatoirement, sous forme électronique, via la plateforme de gestion intégrée de la dépense (GID-Fournisseurs), conforme au bordereau des prix et indiquant les quantités réellement livrées, le montant total à payer, ainsi que tous les éléments nécessaires à la détermination de ce montant.

Le règlement du marché sera effectué sur la base de décompte en application des prix du bordereau des prix - détail estimatif aux quantités réellement livrées, déduction faite de l'application des pénalités de retard, le cas échéant.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au titulaire seront versées au compte bancaire ouvert à son nom, indiqué dans son acte d'engagement et rappelé au préambule du marché.

ARTICLE 20 : RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE

Réception provisoire :

La réception provisoire des prestations objet du présent appel d'offres sera prononcée qu'après livraison intégrale des fournitures prévues par le présent appel d'offres et à condition que les opérations de vérification n'aient donné lieu à aucune observation sur la conformité des articles livrés de la part du Maître d'Ouvrage.

Dans le cas contraire, elle ne pourra être prononcée que lorsque toutes les reprises de mise au point nécessaires auront été effectuées sans entraîner pour autant une quelconque modification du délai contractuel prévu à l'article 12.

Lorsque toutes les livraisons faisant l'objet du présent marché auront été achevées et réceptionnées dans les conditions susvisées, un procès-verbal de réception provisoire sera établi et signé par la ou les personnes désignées par le maître d'ouvrage et par le prestataire.

Réception définitive :

La réception définitive sera prononcée en même temps que la réception provisoire.

La réception définitive des prestations donne lieu à l'élaboration d'un procès-verbal signé par la ou les personnes désignées par le maître d'ouvrage et par le prestataire.

ARTICLE 21 : PENALITES POUR RETARD

A défaut d'avoir réalisé la livraison des fournitures objet du présent appel d'offres dans les délais prescrits, il sera appliqué au titulaire du marché une pénalité par jour calendaire de retard de 1‰ (un pour mille) du montant du marché conformément à l'article 65 du CCAG-T. Ce montant est celui du marché initial éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au titulaire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le titulaire du marché de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Le montant des pénalités est plafonné à huit pour cent (08 %) du montant initial du marché éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché dans les conditions prévues par l'article 79 du CCAG-T.

ARTICLE 22 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

Le titulaire du marché garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au titulaire du marché le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

ARTICLE 23 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des prestations réalisées au Maroc dans le cadre du marché.

ARTICLE 24 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le titulaire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le titulaire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 25 : RESILIATION DU MARCHÉ

La résiliation du marché peut être prononcée conformément aux conditions et modalités prévues par l'article 150 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC et celles prévues par le CCAG applicable aux marchés des travaux.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

ARTICLE 26 : CAS DE FORCE MAJEURE

Sont applicables les dispositions de l'article 47 du décret n°2-14-394 du 13 mai 2016 approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux pour le compte de l'Etat.

Les seuils des intempéries qui sont réputés constituer un événement de force majeure sont définis comme suit :

- la neige : 50 cm
- la pluie : 100 mm
- le vent : 100 km/h
- le séisme : 6 degrés sur l'échelle de Richter.

ARTICLE 27 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des désaccords surgissent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 81 à 84 du CCAG-Travaux.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le titulaire sont soumis aux tribunaux compétents.

CHAPITRE II : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 28 : DESCRIPTIFS DES FOURNITURES

Les fournitures objet du présent appel d'offres sont définies dans le tableau ci-dessous :

Prix n°	Désignation	Référence
1	Toner noir pour Xerox Versalink B405	106R03581
2	Toner noir pour Xerox VersaLink C405DN MFP	106R03508
3	Toner rouge pour Xerox VersaLink C405DN MFP	106R03539
4	Toner bleu pour Xerox VersaLink C405DN MFP	106R03538
5	Toner jaune pour Xerox VersaLink C405DN MFP	106R03537
6	Toner noir pour HP Color laserjet Enterprise 500 Color M551	CE400A
7	Toner bleu pour HP Color laserjet Entreprise 500 Color M551	CE401A
8	Toner rouge pour HP Color laserjet Entreprise 500 Color M551	CE403A
9	Toner jaune pour HP Color laserjet Entreprise 500 Color M551	CE402A
10	Toner noir pour HP Color LaserJet Pro MFP M283	W2210A
11	Toner bleu pour HP Color LaserJet Pro MFP M283	W2211A
12	Toner rouge pour HP Color LaserJet Pro MFP M283	W2213A
13	Toner jaune pour HP Color LaserJet Pro MFP M283	W2212A
14	Piles longue durée Alcalines AA 1.5 V	-
15	Piles longue durée Alcalines AAA 1.5 V	-
16	Câble réseau catégorie 6 (1m)	-
17	Câble réseau catégorie 6 (3m)	-
18	Câble réseau catégorie 6 (5m)	-
19	Rallonge parafoudre Protection Strip 6 prises, Longueur du cordon d'alimentation 1m, Indication LED-Interrupteur Marche-Arrêt et Protection contre les surtensions	-

CHAPITRE III : BORDEREAU DES PRIX-DETAIL ESTIMATIF

Prix n°	Désignation	Quantité	PUHT	PT HT
1	Toner noir pour Xerox Versalink B405	3		
2	Toner noir pour Xerox VersaLink C405DN MFP	20		
3	Toner rouge pour Xerox VersaLink C405DN MFP	5		
4	Toner bleu pour Xerox VersaLink C405DN MFP	7		
5	Toner jaune pour Xerox VersaLink C405DN MFP	7		
6	Toner noir pour HP Color laserjet Enterprise 500 Color M551	11		
7	Toner bleu pour HP Color laserjet Entreprise 500 Color M551	9		
8	Toner rouge pour HP Color laserjet Entreprise 500 Color M551	8		
9	Toner jaune pour HP Color laserjet Entreprise 500 Color M551	7		
10	Toner noir pour HP Color LaserJet Pro MFP M283	20		
11	Toner bleu pour HP Color LaserJet Pro MFP M283	20		
12	Toner rouge pour HP Color LaserJet Pro MFP M283	15		
13	Toner jaune pour HP Color LaserJet Pro MFP M283	15		
14	Piles longue durée Alcalines AA 1.5 V	150		
15	Piles longue durée Alcalines AAA 1.5 V	60		
16	Câble réseau catégorie 6 (1m)	50		
17	Câble réseau catégorie 6 (3m)	40		
18	Câble réseau catégorie 6 (5m)	30		
19	Rallonge parafoudre Protection Strip 6 prises, Longueur du cordon d'alimentation 1m, Indication LED Interrupteur Marche-Arrêt et Protection contre les surtensions	20		
Total HT				
Tva 20%				
Total TTC				

APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIE SUR OFFRE DE PRIX N° 09/2024

L'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption

Objet : Achat de fournitures pour matériel informatique pour le compte de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre La Corruption (INPPLC), en lot unique.

Imputation budgétaire : 1.2.1.2.055.000.106.00.10.33

Cachet et signature de l'INPPLC
(Maître d'ouvrage)


Président
Mohammed Bachir RACHDI
INSTANCE NATIONALE DE LA
PROBITÉ DE LA PRÉVENTION
ET DE LA LUTTE
CONTRE LA CORRUPTION

Signature du concurrent

*(Nom, Prénom et Qualité du signataire avec la mention
manuscrite « Lu et accepté »)*